

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 03/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EGGER PANNEAUX ET DECORS**

ZI de Blanchifontaine  
BP 65  
88700 Rambervillers

Références : S-25-1146RP

Code AIOT : 0006202396

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement EGGER PANNEAUX ET DECORS implanté ZI de Blanchifontaine 88700 Rambervillers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale relative aux rejets aqueux et aux déclarations réglementaires des émissions polluantes et des rejets d'eaux usées industrielles par l'intermédiaire des sites de télédéclaration GEREPA et GIDAF.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EGGER PANNEAUX ET DECORS
- ZI de Blanchifontaine 88700 Rambervillers
- Code AIOT : 0006202396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site EGGER Panneaux&Décors de Rambervillers appartient au groupe autrichien EGGER. Le site rambuvetais est spécialisé dans la fabrication de panneaux de particules.

L'exploitation est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2358/2018 du 15 novembre 2018.

Le site dispose d'une station de traitement des effluents aqueux. Celle-ci traite principalement les eaux pluviales issues des voiries du site et des surfaces imperméabilisées, ainsi que les eaux de ruissellement provenant des zones de stockage du bois et les purges des tours aéroréfrigérantes. Après traitement, les effluents sont rejetés dans la rivière Mortagne.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.4.8	Demande d'action corrective	8 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyse des déclarations d'autosurveillance de mai 2024 à avril 2025 met en évidence de nombreux dépassements des valeurs limites d'émission, principalement pour le plomb, le zinc et l'azote Kjeldahl, ainsi que ponctuellement pour d'autres paramètres (ammonium, carbone organique, orthophosphates, phosphore total).

Ces dépassements, déjà constatés lors de l'inspection du 20 décembre 2023, ont conduit à l'arrêté de mise en demeure du 12 décembre 2024.

L'étude engagée par l'exploitant dans ce contexte conclut aux limites techniques et économiques des solutions de traitement et propose un relèvement des normes de rejet pour les trois paramètres précités. Si la compatibilité avec le milieu est démontrée pour l'azote Kjeldahl, elle reste à établir pour le plomb et le zinc. L'exploitant devra donc compléter son analyse par une étude de compatibilité des rejets avec le milieu, fondée sur des mesures réalisées dans la Mortagne en amont du point de rejet.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
<b>Constats :</b> La déclaration GERE 2025 relative aux données d'émissions polluantes pour l'année 2024 a bien été complétée le 25 février 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</li><li>• les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou " d'injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;</li></ul> [...].
<b>Constats :</b> <u>Émissions dans l'eau :</u> L'exploitant déclare dans GERE les quantités rejetées dans l'eau pour les polluants suivants : cuivre (Cu), nonylphénols et éthoxylates de nonylphénol (NP/NPE), plomb (Pb) et zinc (Zn). L'inspection a relevé un écart significatif entre les ordres de grandeur déclarés annuellement et les données d'autosurveillance saisies dans GIDAF, et a demandé à l'exploitant de recalculer les quantités sur la base des résultats mensuels d'autosurveillance. À l'issue de la visite, la déclaration GERE a été mise en révision. Les corrections demandées ont été apportées par l'exploitant. Les autres données déclarées sur GERE n'appellent pas de suite particulière à ce stade.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.4.8

**Thème(s) :** Actions régionales, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30° C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5.

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
DBO5	30	38,9
Carbone organique	40	51,9
Orthophosphate	3	3,9
Phosphore total	1,5	1,9
Ammonium	3,5	4,5
Nitrites	2	2,6
Nitrates	332	430,5
DCO	125	162,1
Arsenic	0,01	0,01
Chrome	0,02	0,03
Cuivre	0,08	0,1
Zinc	0,06	0,08
Plomb	0,01	0,01
Fluoranthène	0	0
Naphtalène	0,01	0,01
Nonylphénols	0	0
Octylphénols	0	0
MES	35	45,4

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Azote Kjeldahl	3	3,9
Mercure	0,03	0,03
Cadmium	0,03	0,03
Thallium	0,05	0,06
Fluorures	15	10
Cyanures libres	0,1	0,13
Hydrocarbures totaux	5	6,5
AOX	5	2
Dioxines	0	0
Nickel	0,1	0,13

#### Constats :

Par sondage, l'inspection a analysé les déclarations mensuelles d'autosurveillance transmises par l'exploitant via l'application GIDAF.

L'analyse a porté sur la période allant de mai 2024 à avril 2025, soit un total de 12 déclarations.

Les paramètres température, pH et débit font l'objet d'un suivi en continu, tandis que les autres paramètres sont suivis à une fréquence mensuelle.

Dépassements constatés :

#### Plomb :

- Dépassements en concentration supérieurs à 2 fois la VLE : mai, juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 2024 ; janvier et février 2025 ;
- Dépassements en concentration n'excédant pas le double de la VLE : mars et avril 2025 ;
- Dépassements en flux supérieurs à 2 fois la VLE : mai, août, septembre, octobre et décembre 2024 ; janvier 2025 ;
- Dépassements en flux n'excédant pas le double de la VLE : juillet, novembre 2024 ; mars et avril 2025.

#### Zinc :

- Dépassements en concentration supérieurs à 2 fois la VLE : mai et septembre 2024 ; janvier 2025 ;
- Dépassements en concentration n'excédant pas le double de la VLE : août, octobre, novembre 2024 ; février 2025 ;
- Dépassements en flux supérieurs à 2 fois la VLE : septembre, octobre 2024 ; janvier 2025 ;

- Dépassements en flux n'excédant pas le double de la VLE : mai, août, novembre, décembre 2024.

#### Azote Kjeldahl :

- Dépassements en concentration supérieurs à 2 fois la VLE : juillet, septembre 2024 ; avril 2025 ;
- Dépassements en concentration n'excédant pas le double de la VLE : mai, juin, août, novembre, décembre 2024 ; janvier, février, mars 2025 ;
- Dépassements en flux supérieurs à 2 fois la VLE : juillet, septembre, octobre 2024 ; avril 2025 ;
- Dépassements en flux n'excédant pas le double de la VLE : août, novembre, décembre 2024 ; janvier, mars 2025.

#### Ammonium :

Un dépassement en concentration et en flux a été constaté sur la mesure de juillet 2024.

#### Carbone organique :

Un dépassement en concentration et en flux a été constaté sur la mesure de mai 2024.

#### Orthophosphates :

- Dépassements en concentration et en flux : juin, août et décembre 2024 ; février et mars 2025 ;
- Dépassement en concentration supérieur à 2 fois la VLE : avril 2025.

#### Phosphore total :

Dépassements en concentration et en flux sur les mesures de mars et avril 2025.

Étant donné que les paramètres précités ne font pas l'objet d'un suivi journalier ou continu, chacun des dépassements listés constitue une non-conformité à la prescription susmentionnée.

Par arrêté du 12 décembre 2024, la société Egger a été mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émission applicables à ses rejets aqueux dans un délai de douze mois. Cette décision fait suite à la visite d'inspection du 20 décembre 2023, au cours de laquelle plusieurs dépassements récurrents avaient été relevés pour les paramètres zinc, plomb et azote kjeldahl.

C'est dans ce contexte que l'exploitant a engagé une réflexion sur l'amélioration du traitement de ses rejets et a mandaté un bureau d'études. Les résultats de ces travaux ont été présentés lors d'une réunion tenue le 12 avril 2024.

De cette étude, il ressort que les techniques de traitement envisagées, à savoir la coagulation-floculation et la filtration pour l'abattement des matières en suspension et des métaux lourds, seraient sources d'une production accrue de boues dépourvues de valeur agronomique et nécessiteraient une consommation énergétique plus importante.

Par ailleurs, un procédé de nitrification en réacteur devrait être associé pour le traitement de l'azote Kjeldahl. Le rapport précise toutefois que cette solution serait difficile à mettre en œuvre et engendrerait des coûts importants.

Les deux projets supposeraient la construction d'infrastructures supplémentaires dédiées et poseraient des contraintes en termes d'emprise foncière, le site étant situé à proximité d'une zone inondable.

En conséquence, l'étude conclut que la solution consisterait à envisager une modification des normes de rejet.

Dans le cadre de l'étude, l'exploitant a réalisé des mesures d'azote Kjeldahl en amont et en aval du point de rejet afin d'évaluer l'impact de ses rejets sur la qualité du milieu. Les concentrations relevées sont conformes aux objectifs de qualité pour ce paramètre. L'étude indique qu'un relèvement de la valeur limite de rejet pour l'azote Kjeldahl ne compromettrait pas l'atteinte des objectifs de qualité environnementale.

Pour les autres paramètres étudiés, à savoir le plomb et le zinc, l'étude compare les prescriptions actuellement en vigueur à celles de l'arrêté du 02 février 1998 et conclut que les normes imposées à l'exploitant sont significativement plus strictes que celles prévues par la réglementation générale.

L'inspection prend acte de la justification apportée concernant l'azote Kjeldahl, tout en rappelant que, conformément à l'article 22 de l'arrêté du 02 février 1998, les rejets de l'installation doivent permettre, hors zone de mélange, le respect des normes de qualité environnementale applicables dans le milieu récepteur.

Dans ce cadre, il est demandé à l'exploitant de compléter l'étude afin d'évaluer l'impact réel des rejets pour les paramètres plomb et zinc. L'exploitant devra justifier des concentrations de ces composés avant rejet et démontrer la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité environnementale en période d'étiage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter l'étude réalisée afin de prendre en compte l'impact réel de ses rejets pour les paramètres plomb et zinc. À cette fin, il devra effectuer des mesures de concentrations en amont dans le milieu et justifier que les rejets sont compatibles avec les objectifs de qualité environnementale en période d'étiage. Dans le cas où l'exploitant confirmerai une demande de modification de ses valeurs limites de rejet, celle-ci devra être adressée au guichet unique ICPE et réalisée dans les formes prévues à l'article L. 181-46-II du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 8 mois